

AU-DELA DU JUBILE D'OR. ROLE PARTICULIER DE L'EGLISE EN RDC

Il nous a été demandé de réfléchir sur le rôle particulier de l'Eglise Catholique pour les années avenir en RDC. Comment elle pourrait affronter les défis qui l'attendent dans la construction du pays. D'examiner si elle a une place spécifique dans le processus de pacification et de l'instauration de l'Etat de droit. Notre réflexion va se construire à partir de ce qu'a été l'Eglise pour le pays durant 50 ans. Vu son rôle passé, il n'y a pas de doute qu'elle a une mission dans la renaissance de ce pays.

1. L'ainée de l'Eglise en Afrique noire¹.

Le Congo est après le Soudan et l'Algérie, le troisième plus grand pays d'Afrique. Il est le plus grand pays d'Afrique noire, et le plus vaste des pays africains n'ayant pas de désert. Il a aussi le nombre le plus élevé de chrétiens en Afrique. C'est à ce titre que le Pape Paul VI l'a qualifié de « *the eldest son of the Church in Black Africa* ». ²

L'on ne pourrait comprendre le rôle joué par l'Eglise dans les 50 ans passés en RDC si on ne jette pas un regard même rapide à la période de la colonisation. En effet, l'épopée moderne de l'Eglise congolaise commence avec la colonisation. Dès le début de la colonisation du Congo, l'Eglise et l'état collaborent étroitement. Les missions catholiques recevront pour s'implanter l'appui de l'état colonial. A partir du concordat de 1906, l'aide de l'état prendra la forme de subsides pour les écoles et l'entretien des missionnaires. Ceux – ci auront aussi d'importantes concessions de terres, en vue de couvrir les frais de création, d'équipement et de fonctionnement des missions. Dans aucun autre pays de l'Afrique l'église catholique était aussi liée à l'état comme au Congo Belge.

A partir de 1924, le gouvernement colonial en collaboration avec l'Eglise gère les hôpitaux et paye les médecins. A partir de 1926, le système éducatif sera systématiquement organisé et confié à la mission catholique. En effet la politique scolaire fut un des piliers de la mission catholique. Quatre vingt dix pour cent (90%) des écoles étaient entre les mains des missionnaires, le reste étant des écoles protestantes et des écoles non subsidiées. Les écoles élémentaires seront répandues grâce à l'Eglise. Par contre les quelques écoles secondaires existant seront réservés à la seule formation des enseignants du

¹Dans cet exposé nous allons nous limiter à l'église catholique du Zaïre. Pour ce qui est de l'église protestante et kimbanguiste et d'autres églises indépendantes, on lira avec intérêt ; KABONGO Mbaya, *L'Eglise du Christ au Zaïre. Formation et adaptation d'un protestantisme en situation de dictature*, KARTHALA, PARIS, 1992

²John Baur, *2000 years of Christianity in Africa*, St Paul, Nairobi, 1994, p. 444.

primaire et des infirmières. Les rares personnes qui allaient plus loin dans les études étaient des candidats au sacerdoce. C'est pourquoi parmi les politiciens du lendemain de l'indépendance on trouvera beaucoup d'anciens séminaristes et aspirants prêtres³.

C'est seulement en 1954 que sera fondée l'Université Lovanium, fille de la prestigieuse université catholique Belge de Louvain.

Cette politique scolaire était la pierre angulaire de la Mission Catholique. Le Réseau scolaire fut le principal moyen d'évangélisation. Il favorisera des Baptêmes en masse qui feront passer le nombre des catholiques de 10% en 1930 à 40% en 1959.

2. L'église dans la tourmente de l'indépendance ou l'église des martyrs.

A la veille et au lendemain de l'indépendance, l'Eglise payera lourdement son identification à l'Etat. En effet, durant les années qui suivront l'indépendance, l'église catholique connaîtra son premier calvaire. Des actes des vengeances seront dirigés contre certains missionnaires. Le cas le plus dramatique restera l'assassinat de 21 prêtres spiritains à Kongolo. Certains prêtres locaux aussi seront visés pour leur appartenance ethnique⁴. Cependant le plus grand nombre des victimes furent assassinées durant la rébellion Muleliste de 1964. Plus de 200 missionnaires furent exécutés en réaction à l'arrivée des paracomando belges à Stanley ville. Ces représailles n'étaient pas seulement dirigée contre les prêtres catholiques supposés complices des colons, mais même aussi contre les missionnaires protestants.⁵

Parmi les victimes on cite volontiers la Sr ANNUARITE NENGAPETA, vierge et martyre béatifiée par le Pape Jean Paul II lors de sa première visite à Kinshasa et Isidore Bakanja.

Le Pape fera allusion à elle quand il écrira :

« La liste des saints que l'Afrique donne à l'Eglise, liste qui est son plus grand titre d'honneur, continue de s'allonger. Comment pourrions-nous ne pas mentionner, parmi les plus récents, la bienheureuse Clémentine Anwarite, vierge et martyre du Zaïre, que j'ai béatifiée sur le sol africain en 1985, (...) Comment pourrions-nous

³ Kassavubu, Gizenga, Kamitatu etc.

⁴C'est le cas de Thomas Baya , assassiné le 25 Octobre 1960 au petit séminaire de Kalenda au Kasai.

⁵ *« Among them were the famous American doctor Paul Carlson, the hospital personnel with Protestant missionary families and catholic Sisters at banalia, and the thirty-one priests rounded up and executed at Buta. Among the Congolese Christians one has counted more than ten-thousand who died for their faith, Catholics and Protestants (John Baur), Idem, p. 446.*

ne pas mentionner le bienheureux Isidore Bakanja martyr du Zaïre, que j'ai eu le privilège d'élever aux honneurs de l'autel au cours de l'Assemblée spéciale pour l'Afrique »⁶.

D'autres causes dira le Pape mûrissent. Et l'église en Afrique devra désormais veiller à rédiger son propre martyrologe, qui ajoutera à la liste traditionnelle des saints, les martyrs et saints des époques récentes.

3. 50 ans au service de la nation.

50 ans après l'Eglise du Congo peut être fière d'avoir relevé un certain nombre de défis de la nation. Son rôle durant cette période sera plus que déterminant.

1. L'enseignement

Le père Léon de St Moulin affirme que *« l'enseignement primaire était exceptionnellement généralisé au Congo à la fin de la période coloniale, mais il n'y avait que 450 finalistes dans les classes de 6^{ème} secondaire. Les écoles catholiques représentaient 76,9% de l'enseignement primaire et 73,3% de l'enseignement secondaire, les protestants en assurant 19,0 et 6,2%. En 1988, les écoles du réseau catholique scolarisaient encore 52,9% des effectifs du primaire et 33,1% de ceux du secondaire »*.⁷

On retiendra aussi dans la ligne droite de ce que l'on a qualifié de l'épopée de la réforme de l'enseignement secondaire le rôle central du Bureau de l'Enseignement catholique (BEC).

Il a été à l'origine de la création des C.O (Cycles d'Orientations) devenu par la forte demande Cycle Long (CL), les ISP. Aujourd'hui aux examens d'Etat, il y a chaque année plus de 400.000 candidats⁸....

2. La santé

Depuis 1924, l'action médicale était un lien de colonisation étroite entre l'Eglise et la colonie. La colonie ainsi que les organisations de soutien missionnaires finançaient conjointement les hôpitaux et payer les salaires des médecins. Selon le directeur Caritas-Congo⁹ : Aujourd'hui encore l'Eglise est à

⁶ Jean Paul II, *Exhortation post-synodale ECCLESIA IN AFRICA*, éd Vaticana, Vatican, p. 37

⁷ Où en est l'enseignement au Congo ? Kinshasa, Bureau de l'enseignement Catholique, 1960, p.23 et 25, d'une part, et Annuaire statistique de l'Education 1987-1988, Kinshasa, Département de l'Enseignement Primaire et Secondaire, 1990, p.98 et 149.

⁸ 410.000 (2009), 434.000 (2010).

⁹ Dr Bruno Miteyo Nyenge, Caritas-Développement Congo et ses partenaires, 50 ans durant au service des populations congolaises : Bilan et perspectives. (Inédit)

la gestion de 187 hôpitaux et 1368 centres de santé à travers les 515 zones de santé.

Elle anime un peu plus que 3.000 agents (médecins, infirmiers) et autres paramédicaux. Les Infrastructures de l'Eglise en matière de santé couvrent 45% de la couverture sanitaire du pays.

3. Les œuvres de développement

Ici aussi l'héritage colonial continuera à profiter à l'Eglise congolaise. *«la politique reconnue était que le développement économique devait aller de pair avec une action médicale, sociale et morale, le tout imprégné d'un « esprit chrétien » (Mosmans 16). Des étapes décisives dans la réalisation de ce programme furent accomplies après la 1^{ère} guerre mondiale ».*¹⁰

C'est ce qui justifie en fait que l'Eglise s'occupera entre autres des routes en gérant et payant les cantonniers. L'Eglise servira de poste et organisera la distribution des courriers jusqu'au plus profond des villages. L'Eglise se chargera même de service de banque en facilitant l'envoi et la réception des mandats postaux.

Ce travail de Caritas Congo mentionne par la suite que le développement continuera par la suite sous forme de projet : « Entre 1970 et 1980 », l'Eglise a géré plus de 20.000 projets et micros réalisations dans le domaine de la promotion féminine, de l'agriculture, de l'élevage, des soins de santé, d'alphabétisation etc.¹¹ »

Pour l'année 2008 par exemple Caritas-développement Congo¹² a concentré le gros de ses activités dans l'aide humanitaire d'urgence à un peu plus que 100.000 ménages : les Déplacés de guerre de Goma, les victimes de Séisme de Bukavu, les retournés du Diocèse de Managi-Nioko, (7500), les refoulés d'Angola, (30.000) etc.

Elle s'est aussi occupée des projets de réinsertion socio-économique des ex-combattants (Sud-Kivu).

Maniema, appui aux prisonniers et combattants malade et abandonné, dans les prisons, etc.

4. **Engagement dans le processus de démocratisation**

Le plus déterminant et le plus connu de l'engagement de l'Eglise en RDC sera sans doute son engagement socio-économique.

¹⁰ John Baur, 2000 ans de christianisme et Afrique, éd. Paulines, Kinshasa 2000, p.360

¹¹ Dr Miteyo, Idem.

¹² Caritas-Développement Congo, Rapport d'activités 2008, Kinshasa, 64%

A partir de 1971 Mobutu cherchera à liquider l'héritage du passé colonial. Il était déjà parvenu à remplacer l'administration Belge. Il s'attaquera ensuite au symbole de la puissance coloniale au Congo, à savoir l'Union Minière de Haut - Katanga, qu'il va nationaliser. Et en troisième lieu il sollicitera une inconditionnelle collaboration de l'église en soutien de sa politique de l'authenticité. Malgré le fait que l'église elle même était dans une recherche de l'inculturation du message révélé, elle n'émettra pas sur les mêmes ondes que le régime. L'église sous l'égide du Cardinal Malula, ayant refusé ce genre de collaboration attirera la colère du dictateur.

En guise de représailles, la dictature prendra plusieurs mesures contre l'église. Elle décidera la nationalisation de l'université catholique de Lovanium et celle protestante de Kisangani. Elle va après la nationalisation exclure en 1974 les facultés de théologie de ces universités. En 1972 la JMPR (jeunesse du Mouvement populaire de la révolution) sera introduite dans toutes les écoles y compris les séminaires et noviciats. En février de la même année, la constitution supprime tous les noms de baptême, qui devront être remplacés par les noms dits « authentiques ».

L'église résistera à ces changements. Elle sera alors ouvertement persécutée. Les croix dans les salles de classe sont remplacées par la photo de Mobutu. Les cours des religions sont interdits dans les écoles et remplacés par le « Mobutisme ». Chaque matin à l'heure de la prière et à la place de celle-ci avant de commencer les activités, dans toutes les institutions, on devrait faire de « l'animation révolutionnaire », c'est à dire, chanter et danser à l'honneur de Mobutu. Qualifié de « messie ». L'on encouragera en fin de compte de « prier » Mobutu...¹³

Ce zèle démesuré des griots du Mobutisme ne laissera rien au hasard. Les revues chrétiennes furent suspendues, le cardinal Malula fut chassé de sa résidence déclarée propriété du MPR. Il sera même menacé de mort, et dû s'exiler à Rome. En 1974, la fête de Noël comme fête publique fut supprimée. En 1975, les hôpitaux et écoles appartenant à l'église furent toutes nationalisés.

Le fait que la Conférence épiscopale du Zaïre n'avait pas cédé aux pressions du régime Mobutu, accroîtra son autorité morale auprès de la population.

¹³ « *Dans toutes le religion et de tout temps il y a des prophètes. Pourquoi n'y en aurait-il plus aujourd'hui ? Dieu a envoyé un grand prophète : c'est notre guide prestigieux Mobutu Ses Seko. (...)Ce prophète est notre libérateur, notre messie.(...)Comment ne pas honorer, vénérer celui qui fonde la nouvelle Eglise du Zaïre ? Notre Eglise est le Mouvement Populaire de la Révolution. Notre chef est Mobutu. Nous le respectons comme on respecte le pape. Notre loi est l'authenticité. (...) Notre Evangile, c'est le mobutisme, le manifeste de la N'sele... Que vient faire le crucifix dans nos édifices publics ? Il doit être remplacé par l'image de notre messie. Et les militants auront à cœur de placer à ses côtés sa mère glorieuse : Mama yemo (...) La sainte Vierge était aussi honorée comme mère du prophète Jésus* ». Déclaration aux responsables régionaux de l'éducation Nationale, à N'Sele le 4 décembre, 1974, par le commissaire d'état aux affaires politiques et commissaire politique (Engulu).

4.1. L'Eglise et la transition politique.

Le symbole de l'engagement politique de l'église pour l'aboutissement heureux de la transition restera l'action de Monseigneur Monsegwo à la tête de la Conférence Nationale Souveraine (CNS)¹⁴.

Avec la transition et suite à la confusion politique entretenue par le pouvoir, à la fois le rythme et le ton des prises de position de la Conférence Episcopale Zaïroise (C.E.Z), prendront une tournure neuve et radicale.

4.2. L'Eglise pousse au changement politique.

Un des textes percutants de la veille de la transition sera le « *mémorandum des évêques du Zaïre au président de la république* » du 9 mars 1990.¹⁵

Ce texte se place dans la perspective des consultations populaires initiées par le régime. Il vise à « *Apporter la contribution de l'Eglise catholique au débat public sur le fonctionnement des institutions nationales et la situation générale du pays* ».

Il est en ligne directe de ce qu'a toujours fait la C.E.Z à savoir « *élever la voix pour indiquer aux décideurs politiques les effets moins heureux du système de gestion en vigueur* » enfin de provoquer un « *sursaut national indispensable au redressement de la nation* ».

Voilà pourquoi diront les évêques, « *Un débat public s'avère aujourd'hui nécessaire et incontournable à l'échelon national, afin que toutes les institutions chargées du gouvernement de l'état et de la gestion de la chose publique soient soumises à une évaluation sans complaisance et à un nouvel examen* »¹⁶.

Et les évêques d'avertir : « Si ce débat n'était pas fait dans la vérité et l'humilité, l'on peut craindre alors que des irresponsables saisissent l'état actuel de la nation pour « *conduire le pays dans des querelles, des divisions, voir des guerres fratricides* »...Ils auront en cela étaient prophètes...

¹⁴ On lira avec intérêt, pour suivre toutes les vicissitudes de cette période:

- Godé Iwele, *op. cit.*
- Kabungulu N-K, *La transition démocratique au Zaïre*, Avril 1990-Juillet 1994, Kinshasa CIRDOS, 320p.

¹⁵ Ce mémorandum contribuera à briser la glace...Mobutu reprendra à son compte presque point par point les éléments de ce texte dans son discours du 24 avril 1990 annonçant ainsi la fin du monopartisme.

¹⁶ Paragraphe n° 5

Abordant la question sensible de la crise des institutions de l'état, au risque d'être accusés d'atteinte à la sécurité ou complot contre l'état, les évêques critiqueront en premier lieu « le Système politique hybride ».

*« En relisant l'enseignement de l'Eglise universelle et nos propres directives antérieures, nous osons affirmer que **la cause principale sinon la racine de la paralysie des institutions nationales et de la crise des structures de l'Etat réside dans un système politique hybride.** Celui-ci puise dans le libéralisme les avantages qu'offre- en fait à une minorité - la jouissance de la propriété privée, et emprunte par ailleurs au totalitarisme les méthodes de conquête et de maintien au pouvoir. Et faute d'une synthèse nouvelle et harmonieuse, (le système zaïrois), a hérité des faiblesses de l'un et l'autre système ».*¹⁷

C'est à la lumière de cette constatation que la C.E.Z critiquera le parti politique de la dictature (M.P.R), l'identification de ce parti à l'état (Parti - Etat), le système présidentiel zaïrois qui fait du président de la république un monarque faisant office de « juge et partie ». Ils montreront la nécessité dans une république de distinguer « en droit et en pratique » les trois pouvoirs traditionnels de toute démocratie, à savoir le législatif, l'exécutif et la judiciaire. L'impératif aussi de ne plus considérer la banque nationale comme une caisse du parti où « chacun puise à sa guise ».

Suivront alors des propositions impératives pour sortir le pays de la crise dans laquelle il s'est embourbé. Faute de quoi annoncent déjà les évêques « *nous condamnons notre pays à souffrir de maux plus grands encore* ».

Ainsi dans cette lettre la C.E.Z tracera le cadre de la démocratie au Zaïre. Cette démocratie diront les évêques non seulement est une exigence absolue, mais aussi requiert un climat et un environnement de vérité, de paix, de justice, de sécurité, de tolérance, de conversion et de réconciliation.

Par la suite l'épiscopat zaïrois constatera avec peine que le pouvoir en place ne veut pas de démocratie.

*« Dix mois après le 24 avril 1990, la transition annoncée n'a en fait pas eu lieu; malgré les apparences, le processus démocratique est quasiment au point de départ; On constate plutôt un ensemble de mécanismes qui sciemment ou inconsciemment, bloquent le déroulement harmonieux de ce processus. Il est donc impérieux de libérer la démocratie ».*¹⁸

Cette situation dénoncée par les évêques créera à travers tout le pays une situation explosive.

Le pouvoir dictatorial continuant à travers ses méthodes, ses procédés et son appareil de gouvernement et d'administration à gérer le pays avec la mentalité

¹⁷ § 7.

¹⁸ C.E.Z, *Libérer la démocratie*, § 3

de la « Deuxième République », provoquera un peu partout dans la population des troubles, et des violences sociales. En contre réaction les autorités officielles useront des intimidations et des exactions.

Et les évêques d'avertir le pouvoir :

« La tendance naturelle du peuple, comme en témoigne l'histoire, est de rejeter tôt ou tard tout projet imposé quelle que soit par ailleurs sa valeur. (...) » (§9).

Le projet de société de la République ayant été officiellement désavoué et aboli¹⁹, et ses institutions incapables d'en concevoir un nouveau, ni de servir de cadre de réalisation du consensus national, il était donc logique, diront les évêques, de concevoir un autre cadre de concertation nationale de tout le peuple.

Ils se feront ainsi les promoteurs de la Conférence Nationale Souveraine (CNS), qui devrait avoir comme objectif principal de créer un consensus dans la population à travers une évaluation sans complaisance des causes de la débâcle de la nation.

Après multiples tergiversations du pouvoir suivies de pressions populaires, la CNS ouvrira ses portes le 7 août 1991. Durant le temps que durera ce forum, (7 août 1991 - 6 décembre 1992), et avec de multiples épisodes, l'église du Zaïre jouera à fond sa mission « politique ». Plusieurs lettres seront ainsi écrites pour apporter la contribution de l'église.²⁰

4.3. L'église dans la résistance non - violente.

Devant le refus déclaré du pouvoir de s'impliquer dans la logique des résolutions de la CNS, l'église du Zaïre ne baissera pas les bras. Les lettres qui suivront adopteront le ton de la résistance.²¹

A travers ces lettres l'épiscopat tirera la sonnette d'alarme : « l'état Zaïrois va mourir assassiné par ses dirigeants » qui ont fait l'option délibérée de « refuser la volonté de changement que le peuple a manifestée lors de la consultation populaire et la conférence nationale souveraine (CNS) ».

¹⁹ Cfr. le discours du 24 avril 1990 prononcé par Mobutu lui même.

²⁰ - Pour un nouveau projet de société (27 janvier 1992).

- Déclaration de la Conférence épiscopale du Zaïre à la Conférence nationale souveraine. (30 mai 1992).

- Complémentarité des vocations et des missions au sein de l'Eglise pour le service de la nation. (14 septembre 1992).

- Déclaration de la Conférence épiscopale du Zaïre. (22 octobre 1992).

²¹ Lire,- Pour la poursuite de la démocratisation; (12 décembre 1992).

- Sauvons la nation. (19 février 1993).

- Un effort supplémentaire pour sauver la nation; (17 avril 1993).

- Tenez bon dans la foi (4 septembre 1993).

- Mémorandum des Evêques du Zaïre au président de la République; (6 septembre 1993). etc.

Pour avoir osé mettre en cause la dictature, le peuple, dira l'église, est « soumis par ses propres chefs aux pillages, aux humiliations, aux enlèvements, aux déplacements forcés, aux massacres par milliers et aux violences de toutes sortes ». Ces faits attestent la « folie » de l'état Zaïrois. Car un état qui se déchaîne sur sa propre population ne peut que mourir. « l'état zaïrois gît pour ainsi dire par terre, agonisant ». Au peuple l'église enseigne désormais qu'il est « juste et légitime de se désolidariser des chefs qui travaillent à la destruction de leur propre peuple ». Au chef de l'Etat elle donne cet avertissement:

ta « responsabilité personnelle est lourde et grande ». Il est donc prévisible que notre peuple ne pourra attendre plus longtemps l'heure de sa libération.

Face à ces appels répétés de l'église du Zaïre, le pouvoir ne changera ni de méthode ni d'option. D'où l'appel de l'épiscopat demandant à la population de s'auto défendre :

*« A l'ensemble de la population, nous demandons de s'organiser pour tenir bon malgré les souffrances, de renforcer sa solidarité et son esprit de partage, (...) de rester vigilant et critique ».*²²

4. 3. L'Eglise révoltée.

Sur fond d'un discours révolté suite à l'entêtement de la dictature, et son refus de tout changement; et ayant déchanté de la possibilité d'attendre des signes de bonne volonté du régime de Mobutu, l'église abordera les questions sociales sur deux plans. Le premier consistera à pointer du doigt les goulots d'étranglement du système et d'autre part elle ouvrira des pistes pour le futur²³.

La Conférence Episcopale déclarera ouvertement que le peuple zaïrois, n'est plus seulement mal gouverné, mais que l'autorité au zaïre est nuisible. Cette autorité est absente pour faire du bien et omniprésente contre et au détriment du peuple.

Cette omniprésence nuisible est causée par deux des piliers de la dictature : l'administration et l'armée²⁴

²² *Tenez Bon dans la foi*, § 17.

²³ Pour cette partie se référer principalement à :

- *Pour une Nation mieux préparée à ses responsabilités*. (21 Août 1994).

- *Des dirigeants nouveaux pour le salut du peuple* (21 février 1995).

²⁴ C.E.Z, *Des dirigeants nouveaux pour le salut du peuple*,

« L'administration publique du Zaïre tend-elle à disparaître. Ses agents ne travaillent plus. Ils ne sont plus payés ni équipés ni motivés pour le service de la communauté. Beaucoup de ces fonctionnaires n'ont pas été nommés ni placés là où ils sont, en raison de leur compétence ni en vue du bien commun. Pour survivre et servir les parrains qui les ont placés, ils accablent la pauvre population de multiples taxes et amendes, les unes arbitraire que les autres. Des commerçants qui ont le mérite de vouloir encore, au prix de multiples difficultés, approvisionner des centres et des communautés abandonnés par l'état subissent les tracasseries d'une multitude de services publics qui leur réclament des taxes invraisemblables ». § 5.

*« L'administration publique et les forces de l'ordre, qui ont pour mission d'encadrer et de sécuriser la population, deviennent pour elle un fléau. Leur présence au milieu de la population est souvent cause d'insécurité, de pillages et de massacres ».*²⁵

Les recommandations ici prennent l'allure d'une dénonciation prophétique doublée de menaces à peine voilées. Aux membres de la classe politique les évêques diront :

« Vous n'avez pas le droit de continuer à enfoncer le peuple dans le gouffre (...). Ce n'est pas la richesse que vous avez accumulée ni l'appui extérieur dont vous disposez qui peuvent garantir votre avenir et celui de vos enfants. Votre meilleure garantie, c'est votre peuple ». (§ 23).

Pour sortir de ce blocage, l'église accentue sa pression et demande à la population de faire de même pour exiger des élections afin de renouveler la classe politique.

« La seule issue pour lui (le peuple) est de prendre ses responsabilités et de se donner de nouveaux représentants ».

Le peuple trahi par ses dirigeants ne peut plus attendre longtemps, d'autant plus que la CNS, les accords entre politiciens et l'Acte constitutionnel de la Transition ont prévu le renouvellement des institutions par les élections. Par elles, la population interdira aux politiciens ce jeu criminel du partage de la « dépouille d'un pays qu'ils assassinent quotidiennement » et en toute quiétude.

C'est donc une action d'urgence que le peuple doit exiger. Il est urgent, diront les évêques, que toutes les dispositions soient prises pour aller le plus vite possible aux élections.

*« Il faut parer au plus pressé, avant que le pays ne tombe dans un chaos qui servirait de prétexte à une nouvelle dictature ».*²⁶

Ces élections tant demandées par la population tarderont à venir. Le chaos entretenu par le pouvoir ouvrira la porte à la guerre.

Comme alternative à la guerre, commencée à l'Est du Zaïre, les évêques affirmeront que *« le peuple zaïrois devrait refuser d'entrer dans une optique de changement qui lui est imposée contre ses attentes »*²⁷. Ils diront que les routes de l'avenir du pays ont été balisées par la Conférence nationale Souveraine. Le peuple ne devrait pas succomber à **la tentation de chercher le salut, la libération n'importe où**, par la violence et l'intolérance.

La prise du pouvoir par l'AFDL va embarrasser le discours de la Conférence Episcopale. Confronté à la réalité crue, elle était obligée de revoir sa stratégie.

²⁵ *Idem*, § 7.

²⁶ *Idem*, § 18.

²⁷ *Bien heureux les artisans de paix*, (31 janvier 1997).

5. L'ÉGLISE FACE À LA GUERRE ET AUX CONFLITS.

Les années 1995-1996-1997 verront globalement, les messages des Evêques perdure de leur force d'orientation. Ils manquent notamment d'objectif et de propositions concrètes. La pensée flotte, sans aucune prise de position éclairante²⁸.

Elle qui avait vigoureusement participé à la réflexion et la vie politique entre 1990 et 1993 en concentrant le gros de ce message sur la question des élections perdra de boussoles. Elle s'est retrouvée embarrasser par l'échec de la mise en œuvre de la résolution CNS et le début d'une guerre dite délibération surtout que dans l'opinion publique, la guerre qui commencera en septembre 1996 trouvera un écho favorable. Il faudra attendre le 28 juin 1997 après la prise du pouvoir par l'AFDL pour voir les Evêques se prononcèrent sur la marche de la nation : « Ils exprimaient...leurs regrets que le changement réalisé est été par les violences et leurs inquiétudes devant le rejet par les nouveaux pouvoirs du projet des Sociétés élaboré par le CNS »,²⁹

5.1. L'Eglise et la guerre d'agression.

La deuxième guerre qui commencera les 2 août 1998 recréera la cohésion au sein de l'épiscopat et permettra un discours unanime. Cette guerre sera qualifiée d'agression. Et le message de la CENCO sera sans appel :

« des pays étrangers ont agressé le notre. Nous ne voulons pas qu'on nous impose de dirigeants qui serviraient les intérêts d'étranger. De même nous ne voulons pas

²⁸ Pour s'en convaincre, il suffit de jeter un regard sur la manière dont la CENCO va gérer l'entrée en action de l'AFDL. En effet, en septembre 1996, les troupes rwandaises, sous couvert de la guerre des Banyamulenge franchissent la frontière d'Uvira et attaque la RDC. Le 29 octobre 1996, elles investissent la ville de Bukavu. Ce jour là, l'Archevêque Mgr Christophe Munzihirwa est assassiné. La Conférence Episcopale garde un mutisme incompréhensible. Pas de condamnation, pas même d'allusion à cet acte ignoble. C'est seulement 10 mois après, l'aventure de l'AFDL et un mois après la prise de pouvoir à Kinshasa que l'Eglise retrouvera sa parole. Le message, Lève-toi et marche du 28/06/1997 sera à nouveau un texte fort. Il présente la libération venue par une guerre comme « un pis-aller » et demande un nouveau projet de société dans la non-violence.

²⁹ Léon de Saint Moulin, comment réagir en chrétien face aux problèmes de société, une session sur le discours sociopolitique de l'Eglise catholique en RDC, édition Cepas, 2008, p.91

que le dirigeants s'imposent à nous par les armes pour servir les intérêts égoïstes ». ³⁰

A partir de ce moment, l'horizon s'éclaire, et l'Eglise retrouve la force de sa parole. Le message, Sois sans crainte (19/11/1999) dénonce le pillage des ressources du Congo et offre son appui aux accords de Lusaka, préférant la voie de la négociation, plus favorable à une voie démocratique dans la non-violence et appelle au dialogue intercongolais. Le message suivant à savoir :

Courage, le Seigneur ton Dieu est au milieu de toi (15/07/2000) invite les chrétiens à l'engagement dans les activités pour la paix sans attendre la permission des Evêques. Ici, les chrétiens sont fortement encouragés à s'engager en politique. Après l'épopée de Sun City, le message :

Quel avenir pour le pays ? (06/07/2002) salue le premier accord de Sun City, tout en soulignant l'attente du peuple congolais d'un accord global inclusif, menant à un acte constitutionnel consensuel, avec la fin de la guerre et une période de transition menant aux élections.

5.2. Les négociations politiques et l'accord global et inclusif

La situation « d'agression » ouvrira la porte à une longue période de négociation politique.

Alors que bon nombre de personnes annoncent l'éclatement du pays, les Evêques contredisent :

« Le sentiment d'unité, d'appartenance à une même nation, est toujours demeuré réel et vivace au sein de l'ensemble de la population du Congo, dans ses limites de toujours. Le peuple sent et refuse la menace de la bancarisation, l'occupation du pays et toute exploitation frauduleuse de ses richesses... nous tenons à réaffirmer avec détermination l'intégrité territoriale et la souveraineté nationale de la RDC ne sont pas négociable (n°13 et 14 du CENCO, Quel avenir pour le pays ?, 06 juillet 2002).

Elle fustige cependant l'inconscience des acteurs politiques face au danger que guette la nation :

« La multiplication des obstacles sur le chemin de la paix en RDC a atteint les limites du tolérable. Nous faisons un mis en garde au bénigérant et à la classe politique : le peuple ne supportera plus longtemps leur tergiversation. Si la crise perdure encore, l'Eglise catholique utilisera de moyens appropriés pour hâter le retour de la paix en RDC » (in j'ai vu la misère de mon peuple, Exode 3 :7, trop, c'est trop, 15 janvier 2003)

Après l'Accord global et inclusif, l'Eglise sera révoltée par le théâtre du partage de pouvoir. J'ai vu la misère de mon peuple – Trop, c'est trop! dénonce le comportement des politiciens qui se battent pour le partage du pouvoir, usant de la

³⁰ CENCO, conduit, non pas, seigneur, sur le chemin de la paix, n°3, 6,9.

stratégie de la division, de la manipulation, mais laissant le peuple sombrer dans la misère. Le texte dénonce aussi la guerre économique, qui pille les richesses de la République. Mais reste vague sur les moyens prévus pour contribuer à la paix. L'on retiendra de cette lettre la phrase suivantes qui ressemble à un avertissement (N°18 de trop c'est trop).

Cette lettre est un véritable réquisitoire de la transition. Elle relève « *la présences des forces centrifuges et centripètes qui s'entrechoquent sur fond d'une sécurité politique illusoire* ». Devant cette situation, les préoccupations du peuple sont aux antipodes des intérêts des dirigeants, ils sont relégués à la traine des luttes de positionnement de la classe politique.

5.3. L'Eglise fait de la préparation du peuple aux élections sa priorité.

C'est pourquoi pour les évêques la renaissance de la RDC passe par les élections réussies

« Après 45 ans d'altérmoiement donc 45 ans près de quinze ans d'une transition inutilement longue, le peuple congolais espère, avec les élections qui s'approchent, aboutir en fin cette année 2006 à l'instauration d'un véritable état de droit...les regards de tous les congolais sont maintenant tournés vers les élections..il faut bien négocier ce virage » (n°2 et 3 in levons-nous et bâtissons ne 2, 18 pour un Congo nouveau : 03 mars 2006).

C'est ce plaidoyer pour les élections qui sera leit motive de toute la période de la transition.

Pour participer à relever ces défis notre épiscopat nous a proposé dans sa la lettre intitulée : Frère que devons nous faire ? (Ac2, 17), l'heure des responsabilité a sonné. Les priorités suivantes :

- **La préparation tous azimuth aux élections.**
« Nous préconisons d'aider la nation en préparant le peuple aux élections, à travers une éducation civique responsable et engageante dans nos diocèses, selon un programme pastoral conçu à cet effet ».
- **Le respect des droits.**
« Le respect des droits est un signal fort de la volonté démocratique ».

Ces actions d'accompagnement de la transition et de la préparation aux élections mobiliserons tous les diocèses.

Et suite à la cacophonie au sein de l'Eglise ayant suivie le proclamation des résultats la CENCO tranche :

« La CENCO prend acte du résultat définitif proclamé par la Cour Suprême de Justice »^{n°9}, in avance en eau profonde, Luc 5 : 4 la foie dans l'avenir du Congo 05 décembre 2006)

Conclusion : L'Eglise interpellée au courage de l'action

La profusion de l'étendue et de l'excellence des œuvres de développement (Ecoles, universités, centres de santé, hôpitaux, bureau de développement...) de l'Eglise congolaise, l'abondance des déclarations de l'épiscopat congolais, le ton quelquefois dur et sans détour envers les différents régimes politiques, la profondeur de ses analyses de la situation, confirme le sérieux, de l'engagement et du rôle de l'Eglise dans la construction de la RDC.

Cependant une des critiques que l'on adresse à l'Eglise c'est le fait qu'elle se contente souvent des paroles, des dénonciations sans jamais passer à l'action.

« Les chrétiens africains sont devenus sceptiques. Ils sont habitués depuis des décennies à des messages forts de leurs évêchés qui dénoncent les dictatures politiques, le manque d'État de droit, l'inculture des dirigeants, la violation des droits humains, des formes d'impérialisme, les méfaits de la pauvreté, la mauvaise gestion économique, la corruption, l'exploitation de l'Afrique par des Africains et par des étrangers (notamment par les multinationales)...les conséquences de la mondialisation...la prostitution, le SIDA, les enfants soldats, la sous-valorisation des femmes, la désagrégation de la famille... »³¹.

Pour dépasser cette critique l'Eglise de la RDC devrait s'inspirer du dernier synode sur l'Afrique. En effet ce forum (tenu à Rome du 4 au 25 octobre 2009 qui a eu comme thème « *l'Eglise en Afrique au service de la réconciliation, de la justice et de la paix...vous êtes le sel de la terre, vous êtes la lumière du monde (mathieu5, 13-14)* »³²) a été un moment de grâce pour éclairer de la lumière de l'Évangile les situations qui endeuillent le continent noir et aller plus loin que ne l'a fait jusqu'à présent l'Eglise.

Le synode a identifié un certain nombre de problèmes. Les pères synodaux ont reconnu avec lucidité que :

³¹ Brice Bado s.j, in www.ceras.org.

« *Beaucoup parmi nos peuples croupissent dans la pauvreté et la misère, les guerres et les conflits, les crises et le chaos* » Ils ont aussi indiqué les responsables de cette tragédie : « ***Cette situation est rarement causée par les catastrophes d'ordre naturel...elle est attribuée largement aux décisions et aux activités humaines des gens...par le biais d'une complicité tragique et d'un complot criminel des dirigeants et des intérêts extérieurs*** ». ³³

Nous retenons à titre illustratif deux domaines qui pourraient être le lieu de l'action future de l'Eglise catholique du Congo à savoir :

- La promotion de la paix
- La promotion de la démocratie.

1. La promotion de la paix

Depuis le début de la démocratisation, l'Eglise s'est impliquée fortement dans le secteur de la paix. Il suffit pour s'en convaincre de parcourir les nombreux messages de la CENCO. Durant les négociations politiques et principalement lors du dialogue intercongolais de Sun City, l'Eglise a été présente et son service de la paix et de la médiation fort appréciés. Il en sera de même durant la période de troubles de dernières guerres pour lesquelles on pourrait citer son rôle important lors de la conférence de Goma.

Mais il faut cependant regretter que son action gravite essentiellement en périphéries du cœur des conflits. Voilà pourquoi le message du synode dans ce domaine est plus qu'opportun.

Le synode dit : « *il y a nécessité d'une présence active de l'Eglise dans les instances de décisions...où se traitent les questions qui nous préoccupent* » : mondialisation, gouvernance globale, résolutions des conflits...« *Des instances spécialisées (observatoires) sont à créer... Toutes les racines des conflits dans les sociétés africaines doivent être affrontées sans peur ou complaisance...faire objet de plans d'action pastorale continentale...renforcer (la) présence dans les organisations continentales(U.A)...* » ³⁴

Il s'agit concrètement d'atteindre les instances légitimatrices ³⁵.

³³ Synode sur l'Afrique, message final n° 5 ;

³⁴ Rapport général du synode.

³⁵ Leon de Saint Moulin, *Quelle mission de l'Eglise pour la RD.Congo de demain*, in Congo-Afrique, n° 445, pages 392.

Cet agenda que se donne l'Eglise d'Afrique en ce lendemain du synode est rénovateur, ambitieux et courageux. **Le prochain pas reste donc celui de passer à l'action pour donner corps à ces bonnes résolutions.** L'Eglise ne pourrait convaincre, montrer son sérieux et sa détermination qu'en « se donnant les moyens de sa pastorale ». elle doit être en mesure de se faire entendre par exemple auprès des vendeurs d'armes, les puissances d'argent, les intérêts transnationaux, les parrains des dictateurs aussi confortablement au centre du dispositif du pouvoir en Occident et en Amérique.

2. La promotion de la démocratie

Dans ce domaine, l'Eglise de la RDC a non seulement fait un certain nombre de déclarations par le passé mais s'est aussi engagée dans ces dernières années dans un travail gigantesque d'éducation civique et électorale.

On doit reconnaître aujourd'hui que ce travail louable n'a pas donné les fruits escomptés.³⁶ Voilà pourquoi l'Eglise se doit dans le futur de construire de forces sociales transformatrices.

« Les leaders et les élites n'ont de force que s'ils sont reconnus comme tels et, en quelque sorte, portés par un groupe social. Une force sociale a besoin de porte-parole et de leader, mais il n'est pas rare que la population rurale ou la masse populaire soient plus radicales que ceux qui se présentent comme ses dirigeants...L'Eglise de demain pourra construire des forces sociales en développant une conscience sociale propre en organisant des rencontres et des activités communes de personnes et de groupes qui adhèrent aux orientations qu'elle veut promouvoir. Elle doit en outre former les prêtres, comme les laïcs, à rassembler, à diriger et animer une commission ou une communauté »³⁷.

L'on se rend bien compte que l'agenda futur de l'Eglise ne pourrait se réaliser sans que l'Eglise ne soit obligée de **repenser et de réorienter son action pastorale**. En effet l'Eglise congolaise (comme celle d'ailleurs aussi africaine) a héritée d'une pastorale à forte orientation sacramentelle. Elle est appelée aujourd'hui à celle **d'engagement socio-politique**. Cela suppose que l'Eglise se donne des instruments, des structures, une expertise, un savoir faire pour se faire entendre au cœur des ténèbres du profit et de l'intérêt privé.

Actuellement, il faut le reconnaître avec humilité, notre église ne semble pas outillée pour ce genre de pastorale.

Pour ne prendre que l'aspect du sphère sociopolitique, l'on se souviendra que dans les années 90, certains évêques africains avaient été sollicités pour favoriser le passage en douceur des dictatures à la démocratie. Cette expérience n'a pas fait l'unanimité. Elle a laissé un goût amer au sein de plus d'un épiscopat. Depuis, ceux du clergé qui s'aventurent sur ce terrain sont regardés avec suspicion quand ils ne sont pas carrément mis au pas.

³⁶ Lire Rigobert MINANI, 1960-2007, *17 ans de transition politique et perspectives démocratiques en RDC*, éditions Cepas-Rodhecic 2008, 146 p.

³⁷ Idem, P. 393

La célébration du cinquantenaire, et l'après synode seront, nous l'espérons, l'occasion pour l'Eglise d'inventer, et de structurer une vraie pastorale du témoignage chrétien dans les situations de guerre, de conflit, d'injustice, de mondialisation et de refondation des Etats après, 50 ans d'indépendance. **Saura-t-elle tenir sa promesse ?**

Rigobert Minani Bihuzo s.j
Centre d'études pour l'Action Sociale (CEPAS),
Président du Groupe Jérémie et Permanent du
Rodhecic